

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Monsieur l'Orateur, je réponds oui sur les deux points.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Le ministre fera-t-il une déclaration à ce sujet dans un ou deux jours?

L'hon. M. Sharp: Monsieur l'Orateur, nous consacrons actuellement 2 millions de dollars à cette fin et j'ai annoncé aujourd'hui l'affectation définitive de ce crédit de 2 millions qui a d'ores et déjà été approuvé. Nous considérons maintenant les besoins des réfugiés, pour déterminer de quelle façon nous pouvons les aider davantage. Dès que notre examen sera terminé, j'espère faire une déclaration.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

LE PROJET D'ADHÉSION DE LA GRANDE-BRETAGNE AU MARCHÉ COMMUN—LA QUESTION DES EXPORTATIONS CANADIENNES DE PRODUITS AGRICOLES

M. R. E. McKinley (Huron): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. Compte tenu de la récente décision des ministres de l'Agriculture des pays de la CEE d'augmenter les prix à la production de nombreux produits agricoles, le gouvernement du Canada renouvelle-t-il ses efforts pour que les produits canadiens exportés en Angleterre ne soient pas soumis à ce tarif plus élevé après l'entrée de l'Angleterre dans le Marché commun?

L'hon. H. A. Olson (ministre de l'Agriculture): Monsieur l'Orateur, je ne pense pas qu'on puisse parler d'un renouveau d'efforts car nous faisons tous les efforts depuis plusieurs semaines déjà.

M. McKinley: A la suite de ces efforts maximums, le gouvernement a-t-il reçu une assurance quelconque de l'Angleterre à ce sujet?

L'hon. M. Olson: Monsieur l'Orateur, on ignore encore toutes les conditions d'entrée de l'Angleterre dans la CEE en matière de produits agricoles. Le ministre de l'Industrie et du Commerce ainsi que le secrétaire d'État aux Affaires extérieures font des démarches en vue de protéger nos intérêts.

* * *

AFFAIRES EXTÉRIEURES

PAKISTAN ORIENTAL—LA QUESTION DU RETOUR DES RÉFUGIÉS

M. Heath Macquarrie (Hillsborough): Monsieur l'Orateur, compte tenu de l'urgence de la situation exposée hier par le ministre des Affaires étrangères de l'Inde, le premier ministre suppléant peut-il nous dire si le Canada a offert ses bons offices au gouvernement du Pakistan afin que celui-ci agisse de façon à permettre à ces millions de réfugiés de rentrer chez eux?

L'hon. Mitchell Sharp (premier ministre suppléant): Oui, monsieur l'Orateur, le gouvernement canadien s'efforce. [M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre).]

force de mettre fin à la situation qui a provoqué l'exode en Inde. Nous faisons tout en notre pouvoir pour persuader le gouvernement pakistanais de créer la confiance nécessaire à leur retour. Comme le député le sait, il s'agit d'une situation extrêmement complexe et difficile. J'espère que dans les quelques jours à venir le gouvernement du Pakistan prendra les premières mesures pour créer ce que nous désirons tous, c'est-à-dire un régime démocratique au Pakistan oriental.

* * *

LES PÊCHES

LA LOI TERRE-NEUVIENNE SUR LES NÉGOCIATIONS COLLECTIVES ET LES LOIS FÉDÉRALES

M. John Lundrigan (Gander-Twillingate): Monsieur l'Orateur, le ministre des Pêches nous dirait-il s'il a communiqué avec les autorités de Terre-Neuve au sujet de la récente promulgation par cette province d'une loi conférant des droits de négociation aux pêcheurs et si cette loi a été déclarée statutaire par rapport aux lois fédérales?

L'hon. Jack Davis (ministre de l'Environnement): Monsieur l'Orateur, je n'ai encore rien reçu de Terre-Neuve à ce sujet.

M. Lundrigan: Monsieur l'Orateur, le ministère a-t-il établi si la mesure était dans la limite des pouvoirs par rapport aux lois fédérales?

L'hon. M. Davis: Non, monsieur l'Orateur, mais je consulte les autres ministères à ce sujet.

* * *

L'INDUSTRIE

L'AÉRONAUTIQUE—LA RATIONALISATION ET LES EMPLOYÉS DE L'USINE DE HAVILLAND

M. John Gilbert (Broadview): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Transports. Comme le ministre hésitait le 26 mai dernier à déclarer de façon catégorique que les emplois en aéronautique ne seraient pas transférés de l'usine de Havilland de Toronto à celle de Canadair à Montréal, comme l'indiquait un article du *Telegram* de Toronto, peut-il assurer aux employés de l'usine de Havilland de Toronto qu'ils ne perdront pas leur emploi par suite de la politique de rationalisation du gouvernement?

L'hon. Donald C. Jamieson (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je ne vois pas pourquoi il est question d'hésitation de ma part. Pour ce qui est de la politique ministérielle, je puis dire de façon catégorique qu'il n'est pas question de transfert de ce genre dans notre programme. En ce qui concerne le personnel de l'usine de Havilland, nous avons mis tout en œuvre, comme le député le sait, pour amorcer une initiative industrielle aérospatiale qui permettrait de conserver leurs emplois. C'est ce en quoi consiste notre programme actuel.